

M. l'Orateur: A l'ordre. Sauf erreur, le député voudrait obtenir des données statistiques, mais des renseignements de ce genre ne peuvent être fournis à ce moment-ci.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax-East-Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du secrétaire d'État. Vu le grand événement qui a lieu aujourd'hui aux États-Unis, voudrait-il nous dire si le Conseil de la radio-télévision canadienne a reçu des plaintes au sujet de l'émission de dimanche soir «The Way It is», où l'on classait les Américains en trois catégories: les émeutiers, les policiers qui les contiennent par la force et les hippies ou amis des fleurs qui se promènent sans pétales? (*Exclamations*)

LA FONCTION PUBLIQUE

LA TÂCHE DES FONCTIONNAIRES RÉGIONAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. S'il faut en croire les journaux de fraîche date, le bureau du premier ministre s'occuperait activement de recruter des fonctionnaires régionaux pour les provinces Maritimes, le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien. Le premier ministre voudrait-il nous donner une idée des tâches assignées à ces fonctionnaires?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ADOPTION DES ORPHELINS DE GUERRE
DU BIAFRA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je veux poser au premier ministre une question se rattachant à celle du retour des avions Hercules en provenance du Biafra. J'ai soulevé cette question la semaine dernière. Le premier ministre a-t-il reçu d'organismes privés ou du public canadien des instances à propos de la possibilité pour des Canadiens d'adopter des orphelins de guerre du Biafra?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu une seule lettre—bien qu'il ait pu y en avoir d'autres—d'une personne me faisant part de son désir

d'adopter un tel enfant. Je lui ai répondu qu'il aurait dû s'adresser soit à sa paroisse ou à son association de bienfaisance. Le jour où l'on a traité cette question ici, j'ai indiqué que c'était une des voies à suivre pour régler ce problème.

M. Rose: Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Étant donné que le premier ministre a invité des organismes privés, notamment des associations confessionnelles, à faciliter des adoptions, l'envoi de produits pharmaceutiques et de volontaires, le premier ministre n'estime-t-il pas qu'une initiative gouvernementale serait opportune dans ce domaine?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question prête à controverse.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA RADIATION DES CASIERS JUDICIAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement a-t-il renoncé à son intention avouée de présenter une mesure législative visant à supprimer les casiers judiciaires, comme l'annonçait le solliciteur général à la Chambre le 26 mars dernier?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on me dit que le solliciteur général n'a pas fait de déclaration dans ce sens.

M. Bigg: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je me reporte au *hansard* du 26 mars. Le compte rendu en fait foi.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, si cette déclaration remonte au 26 mars, il est évident qu'elle n'a pas été faite par le solliciteur général actuel. Il faudra que je voie le compte rendu.

M. Erik Nielsen (Yukon): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, pour le solliciteur général. Le gouvernement a-t-il décidé de renoncer à la politique annoncée antérieurement d'abolir les dossiers criminels?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député demande une déclaration concernant la politique gouvernementale et, à mes yeux, la question ainsi posée est irrecevable.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, le ministre est sûrement comptable à la Chambre des questions qui concernent la politique gouvernementale. C'est tout ce que je demande.